

NI CHAIR A CANON NI CHAIR A PATRON !

Les attentats du 11 septembre 2001 et ceux de Paris l'an passé ont largement servi de prétexte à intensifier les engagements militaires, pour défendre les intérêts post-coloniaux ou économiques français à l'extérieur du territoire, pour verrouiller les frontières ou pour assurer le maintien de l'ordre dans l'espace public.

Les guerres de pillage pour le contrôle des ressources n'ont pas manqué depuis le début des années 2000, en Irak, en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Centrafrique. Ces conflits doivent être désignés par leur nom : un massacre, au nom de la paix, de la démocratie ou de la civilisation est un massacre. La France n'a aucun « rôle positif » dans ces interventions, malgré ses prétentions puisées à l'ancien répertoire colonial.

Les interventions militaires que mène l'État français sont très largement invisibles dans les médias. Le peu qui en est dit impose un consentement au nom d'une logique sécuritaire, avec ou sans habillage humanitaire ; avec pour conséquence d'anesthésier et de tétaniser la population. De surcroît, l'État qui mène ces guerres, en pompier pyromane, nous entraîne dans une spirale infernale ayant pour effet de renforcer la haine qui est une des causes des attentats. N'oublions pas que les « Rafales » tuent des civils aussi innocents que ceux de Paris. Tandis que s'enrichissent les profiteurs de guerre, les multinationales vendeuses d'armes - la France tenant en la matière le quatrième rang mondial -, comment ne pas rappeler les désastres que sèment ces guerres, les millions de morts, de blessés et de déplacés, la misère, le désespoir jetant les populations sur les routes.

Celles-ci, en plus d'être contraintes à l'exil, se retrouvent bloquées aux portes de l'Europe où elles sont une fois de plus aux prises avec les forces armées. En effet l'Union Européenne déploie des moyens militaires considérables pour maintenir ces indésirables en dehors de sa forteresse : érection de murs, barbelés, caméras infrarouges, navires militaires, campements de rétention, création d'une force armée spécifique (Frontex).

La guerre est également un moyen de gouverner à l'intérieur du pays, et de gouverner par la peur. L'état d'urgence proclamé depuis novembre 2015 justifie la privation croissante des libertés et passe pour une évidence dans le discours politique dominant. Le déploiement de forces armées dans les lieux publics permet de banaliser la militarisation et de nous habituer à cet état martial et sécuritaire. Car l'état d'urgence vise à museler les colères et les luttes : cette guerre est aussi une guerre sociale. Que ce soit lors de la Cop21 à Paris ou pendant le mouvement social contre la loi travail, les mesures répressives s'appliquent à quiconque veut contester l'ordre établi : assignations à résidence, interdictions de manifester, perquisitions, présences et violences policières accrues. Les chiens de garde du capital sont lancés ! On compte 7000 militaires en armes déployés de manière permanente sur le territoire dans le cadre de l'opération sentinelle, et 3000 de plus pendant l'Euro 2016.

Réserviste ou engagé à temps plein, s'engager dans l'armée n'est pas un métier comme un autre ; c'est participer pleinement au maintien du système capitaliste autoritaire et à l'oppression des populations partout dans le monde. Saboter la bonne marche des armées, partout où c'est possible, c'est exprimer notre solidarité à ceux qui subissent les pillages et les carnages.

GUERRE A LA GUERRE !